
[Bolivie : un projet de barrages au Brésil menace la vie des communautés amazoniennes](#)

Le 11 septembre de cette année, l'institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles et renouvelables (IBAMA) a donné son approbation à l'étude d'impact environnemental concernant la construction dans ce pays de deux barrages sur le fleuve Madera, le plus grand affluent de l'Amazone.

Des scientifiques boliviens et brésiliens avaient manifesté des inquiétudes à ce sujet car, d'après les données de l'étude en question, les barrages feraient diminuer la vitesse de l'eau provoquant des changements et une détérioration de sa qualité, et auraient des effets sur les fleuves plus petits qui se déversent dans le Madera. Or, cet aspect n'a pas été pris en compte dans l'évaluation effectuée. La zone inondée s'étendrait jusqu'en Bolivie et, avec le temps, le lit du fleuve monterait de niveau, aggravant encore le problème des inondations.

D'autre part, les changements prévus affecteraient les conditions de vie des habitants de l'Amazonie bolivienne, qui tirent la plupart de leur nourriture et de leurs moyens de subsistance des fleuves et de la forêt. Des représentants d'organisations et d'institutions de la région Nord de l'Amazonie signalent avec alarme que « ces changements proches vont affoler les poissons, ils leur apporteront des maladies et la mort, et la même chose arrivera aux oiseaux et à d'autres animaux des fleuves et de la forêt ; en outre, la cueillette de noix et d'espèces ligneuses en sera gravement affectée ».

Du côté bolivien, la forêt tropicale est encore en bon état de conservation. En plus de l'agriculture, la chasse et la pêche, la population vit d'activités d'extraction, comme la cueillette de « noix du Brésil » (*Bertholletia excelsa*), dont la Bolivie est le plus grand exportateur du monde. La production de ces noix exige que la forêt reste inchangée. En revanche, du côté brésilien l'environnement a été fortement endommagé ; la forêt a été remplacée par des pâturages et les populations ont été déplacées, parfois de force, vers les favelas des grandes villes du pays. Pour eux, le développement a consisté à devenir des pauvres des villes ; pour les indigènes de la région, il a souvent été synonyme d'extermination.

Les habitants de la zone rurale de la région amazonienne cultivent les terres humides qui restent au bord des fleuves après la saison des pluies. Les barrages proposés inonderaient ces zones en permanence, éliminant ainsi l'agriculture en tant qu'activité de base de nombreuses communautés. D'autre part, cette inondation permanente provoquerait la contamination de l'eau consommée par la population, ce qui aggraverait les problèmes de malaria, dengue, leishmaniose (une maladie de la peau d'origine parasitaire), diarrhée infantile et d'autres maladies encore, comme c'est déjà arrivé au Brésil après la construction de certains barrages.

La construction de barrages hydroélectriques s'accompagne en général de la promesse d'énergie à bas prix mais, comme dans bien d'autres cas, les coûts astronomiques des barrages et des installations risquent de remplacer le mythe de l'énergie bon marché des fleuves par la triste réalité de l'aggravation de l'endettement extérieur des pays concernés.

En fait, les deux barrages et leur ligne de transmission font partie d'un projet plus vaste, qui inclut deux autres barrages, l'un sur la frontière du Brésil et de la Bolivie, l'autre à l'intérieur de cette dernière, et une voie fluviale de 4 000 km de long qui exigera d'introduire de grandes modifications dans le système des fleuves de la région pour les transformer en canaux.

Face à la grave menace que cela représente pour la région amazonienne, les représentants d'organisations et d'institutions du Nord de l'Amazonie (conseillers municipaux, universitaires, représentants des communautés, d'associations de pêcheurs, d'organisations indigènes, d'instituteurs ruraux, CARITAS, IPHAE, Foro Regional Norte Amazónico, Fobomade, parmi d'autres), réunis dans la ville de Riberalta, en Bolivie, le 12 octobre 2006, ont pris les décisions suivantes :

« Demander d'urgence au gouvernement national d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement du Brésil et d'organismes internationaux comme les Nations unies, en défense de notre territoire, de nos fleuves, de la flore et la faune, de l'environnement et de notre mode de vie ; demander en outre que soit reconnu et respecté notre droit à être opportunément informés de ces démarches et de leurs résultats.

Prévenir le gouvernement brésilien que nous défendrons notre territoire devant toutes les instances internationales, et que nous montrerons au monde comment des travaux sont planifiés en ignorant les populations de l'Amazonie et l'environnement.

Convoquer nos frères brésiliens qui sont préoccupés et qui seront affectés par ces travaux à s'unir à nous avec tous les peuples et nations du monde en une campagne pour la défense de notre territoire amazonien. »

Article fondé sur des informations tirées de : "Pronunciamiento de la región amazónica de Bolivia en torno a las represas proyectadas sobre el Río Madera", 12 octobre 2006, envoyé par Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo (FOBOMADE), adresse électronique : comunicación@fobomade.org.bo, <http://www.fobomade.org.bo> ; "Destrucción de la Amazonía: Brasil aprueba EIA de represas que inundarán territorio boliviano", Pablo Villegas, FOBOMADE, http://www.fobomade.org.bo/foro/doc/brasil_madera_bolivia.pdf.